



Numéro 1

9 janvier 2022

S'amorce la nouvelle année

- **Place au renouveau!**
- **Anniversaire de l'assaut du 6 janvier contre le Capitole à Washington**
 - **L'état de la démocratie en ce début de 2022**
- **Encore plus urgent de faire du Canada une zone de paix**
 - **La nécessité d'une définition moderne du droit à la liberté d'expression**
 - **Les fantasmes libéraux en difficulté**

Anniversaire de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 à Washington

- **Tentatives ratées de dissimuler la crise de la démocratie américaine**
 - *Anna Di Carlo* -
- **L'objectif de l'«Initiative présidentielle pour le renouveau démocratique» de Joe Biden**
 - *Voice of Revolution* -
- **La démocratie américaine en lambeaux**
 - *Kathleen Chandler* -
 - **La bataille de la démocratie**
 - *Pauline Easton* -
- **La nécessité de définitions modernes**
 - *Centre d'études idéologiques* -

S'amorce la nouvelle année

Place au renouveau!

En ce début d'une troisième année de pandémie de COVID-19, l'incapacité des démocraties libérales du monde entier à unir leurs populations derrière un projet de société est plus qu'évidente. À l'aube de la nouvelle année, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a lancé l'appel à *faire place au renouveau*. Cette année marque le début de la quatrième décennie d'une confrontation directe entre les masses populaires et une élite dirigeante de plus en plus dégénérée et corrompue sur la question de la démocratie. Qui occupera l'espace du changement qui existe objectivement ?



Action pour la justice climatique dans les rues de Montréal le 6 novembre 2021

Pour tenter de contrôler la situation caractérisée par l'anarchie et la violence à grande échelle, les États-Unis, suivis de pays comme le Canada, ont lancé une grande offensive pour faire croire qu'ils défendent la vraie démocratie contre les dangers du totalitarisme, de l'autoritarisme et autres. Incapable de contrôler les factions qui se disputent les pouvoirs de décision aux États-Unis mêmes, l'administration Biden concentre les pouvoirs exécutifs entre les mains de décideurs privés pour pouvoir dire qu'il représente l'union contre la guerre des factions et pour faire progresser les États-Unis dans leur quête de domination mondiale. Les discours sur les raisons historiques de la démocratie américaine servent également à détourner les efforts des peuples pour s'investir de pouvoir tout en criminalisant leurs luttes de résistance.

Le Canada fait partie intégrante de cette tentative désespérée de prévenir l'effondrement des institutions démocratiques en concentrant les pouvoirs dans le Cabinet du premier ministre. Cela se voit dans le nombre de mandats émis par décret, le rôle de canard boiteux assigné au Parlement et le fait que le Canada marche au pas avec l'administration Biden en ce moment.

L'année 2021 a été difficile avec l'aggravation de la crise de la COVID-19 et l'année 2022 a commencé sous le signe des difficultés sur ce front. Dans ce contexte, les travailleurs et le peuple expriment leur solidarité sociale les uns envers les autres en agissant de manière responsable pour empêcher la propagation de la pandémie et en essayant de ne pas être submergés par la confusion et les difficultés. Une fois de plus, les travailleurs affirment ce qui a été révélé à tous en 2021, à savoir qu'ils sont la force essentielle pour produire les biens et fournir les services dans les circonstances les plus périlleuses et pour protéger la santé et la sécurité de la population, souvent au prix de leur propre santé et sécurité.

Ce rôle clé pourrait conduire à des réalisations encore plus grandes s'il était soutenu par l'État et les



gouvernements. Or, les institutions étatiques et les gouvernements à tous les niveaux persistent à vouloir étouffer toute initiative des travailleurs et à les réduire au silence en gouvernant strictement par décret. Cela permet aux dirigeants de changer comme bon leur semble les conditions de vie et de travail des travailleurs, notamment en poursuivant une offensive antisociale dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux et des questions liées à la chaîne d'approvisionnement alimentaire et autres produits de première nécessité. Les travailleurs sont privés de tout contrôle sur leurs conditions de travail alors qu'ils sont la première ligne de défense de la population.

La pandémie a également révélé l'incroyable fossé qui existe entre les pays riches et les pays pauvres, puisque des millions et des millions d'êtres humains sont exclus des traitements contre le coronavirus. Cet exemple particulièrement odieux de la surexploitation des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes aggrave encore la crise, la rendant encore plus incontrôlable. L'irrationalité d'une autorité qui prétend pouvoir résoudre la crise en privant les travailleurs et les peuples de leur pouvoir et en étouffant leurs voix, tout en creusant l'inégalité des conditions de vie les plus élémentaires, a frappé l'imagination des travailleurs et des masses laborieuses du monde entier qui exigent des changements fondamentaux sur les plans économique, politique et autres.



Les peuples du monde exigent également un changement de cap radical pour l'humanisation de l'environnement naturel et social, en particulier pour la résolution de la crise climatique. L'année 2021 a été témoin de ses effets destructeurs dans le monde entier, y compris ici même au Canada, avec une dévastation sans précédent en Colombie-Britannique, causée d'abord par les feux de forêt, puis par les inondations et maintenant par le froid extrême. L'incapacité du gouvernement à prévenir,

à préparer et à protéger la population restera à jamais gravée dans les esprits.

Les forces productives sans précédent générées par l'économie socialisée sont détruites par le contrôle qu'exercent des intérêts privés étroits et par les pouvoirs décisionnels des gouvernements à tous les niveaux. Ceux qui jouissent de privilèges et de pouvoir regardent toute activité à travers la lentille étroite du profit privé pour une minuscule minorité riche supranationale. Lorsque le conflit entre l'autorité et les conditions s'accroît, l'anarchie et la violence prennent le dessus et la situation semble hors de contrôle. On a pu le constater de façon spectaculaire lors de la COP26 en novembre, à Glasgow, où les oligopoles et leurs gouvernements ont mis en avant leurs multiples stratégies consistant à extraire des surprofits pour payer les riches sous prétexte d'« écologiser l'économie ».

Une fois encore, comme dans le cas de la pandémie de la COVID-19, ce qui est exclu, c'est la mobilisation des ressources humaines et naturelles de chaque pays d'une manière qui mette les besoins des populations au premier plan, à commencer par le besoin des peuples d'être les décideurs sur toutes les questions qui les concernent. Ce sont les peuples et la société qui en paieront le prix, notamment par l'aggravation de la crise climatique. Des milliers de personnes ont fait entendre leur voix par des mobilisations de masse lors de la COP26 et ont exigé une action pour contrer le changement climatique.

Le travail du PCC(M-L) en 2022

En 2022, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) concentre ses efforts sur la mobilisation et l'engagement de tous dans le renouveau du processus politique en investissant le peuple du pouvoir de décider de tout ce qui le concerne. Nos publications continueront d'informer les gens, d'un océan à l'autre, des conditions de vie et de travail, des luttes qui se mènent et des leçons à tirer. Elles continueront de ramener au premier plan l'importance de définitions modernes, en particulier lorsqu'il s'agit de la bataille pour la démocratie et de la bataille de la démocratie.

Le Centre ouvrier du Parti continuera de bâtir une agence de presse en invitant les travailleurs eux-mêmes à donner des informations sur leurs conditions de travail et leurs préoccupations et à s'exprimer. Ce travail continuera de jouer un rôle décisif dans le renforcement de l'unité d'action sous une forme organisée dans la lutte pour les droits : justice pour les peuples autochtones pour le respect de leurs droits ancestraux et une indemnisation pour les crimes commis contre eux dans le passé et le présent et justice pour les travailleurs migrants, les réfugiés, les immigrants, les travailleurs accidentés et les femmes, les jeunes et les étudiants, les sans-abris et les pauvres. Il portera également attention à la lutte du peuple pour s'investir du pouvoir de décider en mettant en place un gouvernement antiguerre et en faisant du Canada une zone de paix.



De même, une attention de premier ordre continuera d'être accordée à la participation des jeunes à la mise sur pied des organisations dont ils ont besoin pour réussir dans leur travail d'humanisation de l'environnement naturel et social afin de se bâtir un brillant avenir.

Le PCC(M-L) vous souhaite à tous succès dans ce que vous entreprendrez en 2022 et vous secondera au meilleur de ses capacités.

(Photos : LML, G. Campbell)

Anniversaire de l'assaut du 6 janvier contre le Capitole à Washington



Le 6 janvier était le premier anniversaire de l'assaut violent du Capitole à Washington par les partisans de l'ancien président Donald Trump. Ces derniers affirmaient que Trump avait remporté l'élection et que celle-ci avait été volée par Joe Biden. De nombreuses contestations de l'élection qui

a porté Joe Biden au pouvoir ont eu lieu devant les tribunaux et lors des manifestations pour contester le choix de Biden comme président, affirmant qu'il n'avait pas obtenu la majorité des voix.

Sept personnes, dont des policiers, sont mortes pendant et après l'incursion sans précédent dans les chambres du Congrès où des actes de vandalisme et de violence ont eu lieu. Une enquête du FBI a conduit à des accusations criminelles contre 725 personnes ayant participé à l'émeute. De nouveaux rapports citent le procureur général des États-Unis, Merrick Garland, selon qui plus de 325 de ces émeutiers risquent d'être inculpés pour crime et qu'il a également promis de tenir tous les « auteurs » pour responsables. Une enquête parallèle menée par la Chambre des représentants examine ce que Donald Trump et ses alliés savaient avant et le 6 janvier et ce qu'il a fait pendant l'émeute. À cet égard, M. Garland a laissé entendre que les organisateurs de l'émeute pourraient également être tenus pour responsables.

Tout cela révèle à quel point s'accroissent les conflits entre les dirigeants et les oligarques qu'ils servent pour le contrôle des pouvoirs présidentiels. Chacun appelle le peuple à rejoindre son camp pour « sauver la démocratie américaine » et « faire respecter la Constitution ». Le peuple est censé oublier ses propres conditions et sa réalité et se résigner à l'état d'anarchie et de violence qui prévaut.

Selon un récent sondage, 40 % des Américains n'ont aucune confiance dans le système électoral. Cela confirme que la crise de crédibilité et de légitimité dans laquelle s'enlise la démocratie américaine s'approfondit. Beaucoup font remarquer que les élections sont *toujours* volées par les grandes fortunes, car il faut des millions de dollars pour se présenter. Le système électoral est défavorable aux simples familles ouvrières, disent-ils. Les représentants élus des deux partis sont pour la plupart redevables aux intérêts financiers et n'ont pas de comptes à rendre aux électeurs, ajoutent-ils. Beaucoup réclament des réformes électorales telles que le financement public du processus électoral, le vote en ligne, la démocratie directe, etc.

Entretemps, le nombre de décès dus à la COVID-19 aux États-Unis a atteint 840 000 et il y a près de 60 millions de cas de malades confirmés. La moyenne sur 7 jours des nouveaux cas quotidiens au cours de la première semaine de janvier est de 586 391, soit une augmentation de 85,7 % par rapport à la semaine précédente. Les prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité augmentent rapidement et il y a de graves problèmes dans la chaîne d'approvisionnement en raison de la pénurie de travailleurs due à la pandémie et alors que la concentration des richesses dans les mains d'une minuscule minorité entraîne entre autres l'appauvrissement des agriculteurs.

Selon les informations, les Drs Peter Hotez et Maria Elena Bottazzi de l'Hôpital pour enfants du Texas et du Baylor College of Medicine, avec une équipe de recherche, ont produit un vaccin très peu coûteux sans recourir à aucun financement fédéral. Les chercheurs ont dit que s'ils avaient reçu ce financement, ils auraient développé le vaccin plus tôt. Ils ont donné la technologie à plusieurs pays d'Asie et d'Afrique sans aucun brevet. M. Hotez a également appelé à la décolonisation de la technologie. Les grandes entreprises pharmaceutiques l'utilisent pour maximiser leurs profits, mettant ainsi en danger la vie de centaines de millions de personnes, a-t-il déclaré.

Dans le même ordre d'idées, Irene Bosch, une scientifique du MIT et son équipe auraient mis au point un test très simple pour la COVID-19 en mars 2020 qui n'a pas été approuvé par la FDA. Elle souligne que ce test coûterait 50 cents et pourrait être produit par millions très rapidement. Les tests que le gouvernement américain soutient et distribue coûtent 25 dollars pour deux tests. La situation est intenable et tout le monde le sait.

(Photo: T. Jane)

L'état de la démocratie en ce début de 2022

Alors que débute l'année 2022, l'élément le plus saillant et pertinent est que les cercles officiels

maintenant reconnaissent officiellement la crise des institutions démocratiques dites libérales. Les discussions au sein des cercles dirigeants américains et canadiens font référence à la « spirale de la mort de la démocratie ». Un débat fait rage à savoir si la guerre civile a éclaté le 6 janvier de l'année dernière lors du coup d'État manqué visant à empêcher une transition pacifique du pouvoir au nouveau président, ou si elle éclatera en 2024 lors de la prochaine élection présidentielle.

Barbara F. Walter, professeur de sciences politiques à l'Université de Californie à San Diego, fait partie d'un groupe consultatif de la CIA, le Political Instability Task Force, qui surveille tous les pays du monde et prédit lesquels risquent le plus de sombrer dans la violence. Dans un livre qui sortira bientôt, elle écrit : « Personne ne veut croire que sa démocratie bien-aimée est en déclin ou se dirige vers la guerre. » Mais, « si vous étiez un analyste dans un pays étranger et que vous observiez les événements en Amérique – de la même manière que vous observez les événements en Ukraine, en Côte d'Ivoire ou au Venezuela – vous dresseriez une liste de contrôle et évalueriez chacune des conditions qui rendent la guerre civile probable. Et ce que vous trouveriez, c'est que les États-Unis, une démocratie fondée il y a plus de deux siècles, sont entrés en territoire dangereux. »

En effet, les États-Unis ont déjà traversé ce que la CIA identifie comme les deux premières phases de l'insurrection – les phases de « pré-insurrection » et de « conflit naissant » – « et seul l'avenir dira si la phase finale, « l'insurrection ouverte », a commencé avec la mise à sac du Capitole par les partisans de Donald Trump le 6 janvier ».

La perception des États-Unis comme un pays démocratique s'est tellement détériorée sous Trump et depuis, que les États-Unis ne peuvent plus techniquement être qualifiés de démocratie, nous disent les experts. Citant l'ensemble de données de l'indice « Polity » du Center for Systemic Peace (celui que le groupe de travail de la CIA a trouvé le plus utile pour prédire l'instabilité et la violence), Barbara F. Walter écrit que les États-Unis sont maintenant une « anocratie », ce qui est décrit comme étant quelque part entre une démocratie et un État autocratique.

La démocratie américaine, apprend-on, a reçu la note maximale de 10 de l'indice Polity, ou proche de celle-ci, pendant une grande partie de son histoire. « Mais au cours des cinq années de l'ère Trump, elle a dégringolé dans la zone de l'anocratie; à la fin de sa présidence, le score des États-Unis était tombé à 5, faisant de ce pays une démocratie partielle pour la première fois depuis 1800. « Nous ne sommes plus la plus ancienne démocratie ininterrompue du monde », écrit Barbara F. Walter.

Pendant ce temps, la marque de commerce de l'administration Biden est devenue l'intensification de la concentration des pouvoirs présidentiels tout en qualifiant cela de démocratie. Le président semble animé par un sens du désespoir, d'impuissance et d'humiliation, en grande partie en raison du fait que le coronavirus n'obéit pas aux mesures de son administration et à son utilisation des pouvoirs exécutifs. Le recours toujours plus fréquents aux pouvoirs présidentiels vise à contrôler la guerre civile qui fait rage aux États-Unis et à réaliser l'hégémonie américaine au niveau international, dans des conditions où des pays s'insurgent contre la quête de domination américaine.

Pendant ce temps, les efforts des peuples du monde entier pour conquérir directement le pouvoir de décision continuent également de progresser, comme le montre magnifiquement la lutte victorieuse des fermiers en Inde pour l'abrogation de trois lois anti-agricoles, et plus récemment au Chili par les urnes, ainsi qu'au Honduras et au Nicaragua, malgré l'ingérence des États-Unis dans les élections. Au Chili, même du haut de leur chaire, les prêtres catholiques considéraient que c'était nécessaire de contrecarrer la propagande réactionnaire américaine en déclarant clairement que non, les communistes ne représentent pas un danger pour le Chili, que les communistes n'ont jamais tué personne au Chili, et que c'est au peuple de faire naître les changements dont lui et le pays ont besoin.

Partout, les événements en cours soulignent le problème auquel l'humanité est confrontée, à savoir la nécessité de renouveler la démocratie et les institutions démocratiques si l'on veut que le peuple

contrôle les décisions qui affectent sa vie. C'est précisément cet effort du peuple pour contrôler les décisions qui affectent sa vie qui est l'élément clé pour ouvrir une voie au progrès dans cette transition historique bloquée par la réaction et la régression les plus sombres.

Le *LML* du 13 janvier portera sur ces développements.

Encore plus urgent de faire du Canada une zone de paix

La fin de l'année 2021 a été marquée par la poursuite d'une tendance qui s'est développée depuis plusieurs années : le développement inégal des forces productives qui entraîne des contradictions à l'intérieur des pays et à l'échelle internationale. L'économie de la Chine a éclipsé celle des États-Unis et plusieurs autres grands pays ont une économie d'une taille qui approche maintenant celle de l'économie américaine. Outre la Chine, dont l'économie de 1,4 milliard de personnes passe rapidement de la petite production à la production industrielle de masse, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et d'autres pays se développent rapidement. En plus, la Russie semble avoir trouvé ses repères après la destruction désastreuse de l'Union soviétique et le pillage de ses entreprises publiques.

Les oligarques mondiaux qui luttent pour la domination mondiale en contrôlant la quête des États-Unis pour la domination, ce qui inclut le Canada, sont alarmés par la concurrence mondiale croissante pour les marchés, les matières premières, les travailleurs à exploiter et les régions à dominer, et par les tentatives des autres de défier leur autorité. Alors que Biden a augmenté le budget du Pentagone au-delà même de ce que le Pentagone avait demandé, les menaces et les attaques militaires des États-Unis et de l'OTAN augmentent de façon exponentielle alors que la Russie tente de faire entendre raison à l'OTAN pour qu'elle se retire de l'Asie-Pacifique et de ses frontières en particulier. Entretemps, la Russie et la Chine ont entrepris de contester sérieusement la mainmise des oligarques financiers mondiaux contrôlés par les intérêts impérialistes



américains sur les institutions et les transactions économiques internationales. Les impérialistes américains ont toujours utilisé ces institutions économiques internationales pour contrecarrer la montée des concurrents, en les gardant à l'œil et en les forçant à se soumettre à leur volonté.

Ce numéro du *Marxiste-Léniniste* contient des articles qui abordent ces questions.

La situation rend urgent l'appel du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) à *faire place au renouveau* et à *faire du Canada une zone de paix*. L'objectif de mettre en place un gouvernement antiguerre et de dissocier le Canada de l'économie de guerre et des forces armées américaines requiert une attention de tous les instants.

Les forces armées canadiennes sont intégrées aux forces armées des États-Unis et suivent leurs directives sans même l'accord et le consentement éclairé du parlement canadien, sans parler du peuple canadien. Dans cette situation, l'élite dirigeante américaine dicte les affaires étrangères et les relations internationales du Canada, ce qui inclut de manière importante le contrôle et l'utilisation du ministère de la Défense, des forces du renseignement et des forces armées du Canada. Elle utilise des lèches-bottes au sein de l'élite canadienne pour appliquer son diktat et anéantir toute opinion publique contraire.

Que certains Canadiens soient d'accord ou non avec l'orientation des États-Unis dans les affaires internationales n'est pas la question; la question est que le Canada doit avoir sa propre position indépendante décidée par le corps politique.

La situation telle qu'elle se présente exige que les Canadiens portent une attention toute particulière au besoin de s'organiser pour sortir le Canada de toutes les associations militaires avec les États-Unis, comme l'OTAN et NORAD, et pour libérer l'économie canadienne du sombre abîme de l'économie de guerre américaine.

La résistance au contrôle arbitraire et à l'hégémonie est constante. La situation est explosive car l'impérialisme américain ne changera pas ses habitudes alors que les peuples le défient par l'organisation de masse, l'opposition courageuse et la lutte pour construire le Nouveau.

Dans leur quête désespérée de contrôle, les actions des États-Unis et celles de leur alliance de guerre agressive de l'OTAN, qui inclut le Canada, font poser la menace d'autres guerres locales ou même d'une guerre plus large impliquant les États-Unis et un ou plusieurs des plus grands pays.

Ceux qui lancent l'appel à un gouvernement antiguerre font valoir que le Canada ne doit pas participer aux préparatifs de guerre impérialiste des États-Unis et doit aussi défendre sa souveraineté d'une manière significative.

Cela veut qu'il ne faut pas permettre aux impérialistes américains d'exercer un commandement et un contrôle sur l'air, la terre, l'eau et les actifs gouvernementaux et militaires du Canada. Nous devons nous retirer de l'OTAN ainsi que de NORAD et oeuvrer pour une politique étrangère indépendante.

Cela signifie retirer tous les soldats, navires et équipements canadiens des territoires et des eaux étrangères ainsi que des voies navigables internationales. Plus important encore, cela signifie que les Canadiens doivent établir un gouvernement antiguerre.

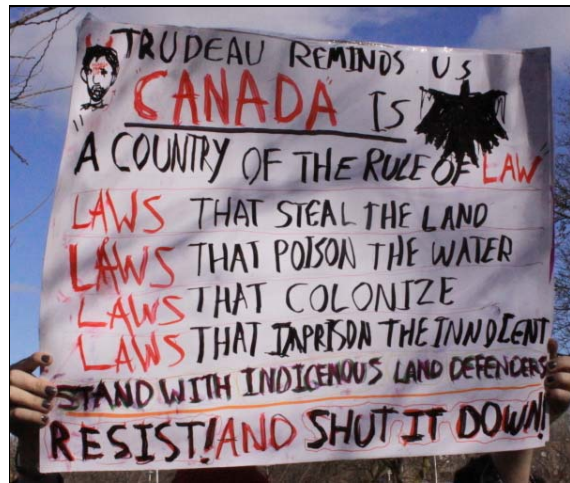
La nécessité d'une définition moderne du droit à la liberté d'expression



Dans leur tentative désespérée de se maintenir à flot, le président américain Joe Biden et l'élite dirigeante canadienne parlent de la nécessité de protéger « les médias libres et indépendants ». Lors du « Sommet pour la démocratie » qu'il a convoqué à Washington les 9 et 10 décembre 2021, Joe Biden a dit que les médias libres et indépendants sont le « fondement de la démocratie », qui garantit que le public reste informé et « que les gouvernements sont tenus de rendre des comptes ». Tout cela ne sert qu'à justifier le recours de plus en plus fréquent aux pouvoirs de police, aux pouvoirs exécutifs, pour maintenir en place les médias qui doivent leur allégeance à la présidence et

réduire au silence ceux qui ne peuvent pas être contrôlés.

La reddition de comptes est l'une des plus importantes préoccupations soulevées par les gens au Canada, aux États-Unis et partout dans le monde, les peuples étant de plus en plus confrontés à la réalité qu'il n'y a aucun moyen d'exiger des comptes aux gouvernements dits représentatifs. Aux États-Unis, le président ne peut pas être accusé de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Même les efforts actuels pour accuser le gouvernement de génocide doivent d'abord être acceptés comme légitimes par les tribunaux dont l'existence a la même source que la présidence et le système lui-même. De même, au Canada, le premier ministre peut présenter des excuses sans fin pour les crimes commis contre les peuples autochtones dans le passé sans qu'il soit possible de le tenir responsable de la répétition de ces crimes dans le présent. Le rôle des hautes cours de justice est d'interpréter et de défendre la Constitution qui n'est pas un instrument du peuple mais de la classe dirigeante.



Pendant ce temps, le peuple est divisé par l'incitation aux passions basées sur de fausses croyances idéologiques et des notions de conscience, de droits et de parole définies dans le passé qui ne s'appliquent plus aux conditions actuelles.



Contre la promotion de fausses croyances idéologiques visant à diviser le peuple et à le détourner et pour empêcher l'articulation du mouvement du peuple pour s'investir de pouvoir, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) continuera d'accorder une attention de premier ordre à la définition moderne de la liberté d'expression et à mobiliser le peuple dans la formulation de sa propre opinion politique.

La parole est une qualité humaine. La liberté d'expression existe dans la mesure où les gens se battent pour s'en prévaloir. Elle est toujours limitée, notamment par les limites imposées aux droits au nom de la sécurité et de la lutte contre le discours haineux ou sous la forme de zones de liberté d'expression lors des manifestations par exemple. Nous devons examiner ces choses en les reliant au droit humain à la conscience, qui ne connaît pas de système social. Aujourd'hui,

les défenseurs des libertés civiles, l'extrême droite et la gauche libérale parlent beaucoup de la conscience. Ils ne reconnaissent pas que la conscience ne connaît pas de système social ni que les droits sont inviolables du fait que leurs détenteurs sont des êtres humains, quel que soit le système social. Nous ne pouvons pas reconnaître ces droits et répondre à la nécessité de changement sans la liberté de parole. La Constitution canadienne contient la notion de limites raisonnables pour protéger les droits. La Constitution américaine accorde des droits comme moyen de créer une opposition populaire à la machine de coercition du gouvernement. Elle stipule que le Congrès ne doit faire aucune loi contre ces droits, contre l'opinion publique. Cependant, l'idée que les droits

peuvent être accordés, retirés et abandonnés demeure.

Aujourd'hui, une fois de plus, face à des concurrents à l'échelle mondiale, nous voyons que le dernier recours pour régler tous les problèmes auxquels sont confrontées la démocratie et l'hégémonie des États-Unis dans le monde est la menace que le président américain a le pouvoir de lancer des armes nucléaires. Il ne s'agit pas seulement de l'arme nucléaire comme technique de guerre, c'est aussi une façon de supprimer la liberté d'expression, ou du moins de prétendre qu'on peut le faire. Sur cette base, le secret, l'espionnage et la trahison sont établis et la loyauté est exigée envers le commandant en chef au lieu de la fidélité à l'ensemble des relations humaines et à ce qu'elles révèlent.

Lorsque nous parlons de liberté d'expression, nous le faisons en gardant à l'esprit la culture, non seulement dans sa forme idéologique et sociale, mais aussi dans sa forme matérielle. Les conditions révèlent la nécessité de définitions modernes pour affirmer les droits en étant fidèles à l'ensemble des relations humaines, les relations entre les humains et les relations entre les humains et la nature, qui révèlent la nécessité d'investir le peuple de pouvoir et nous permettent de définir la voie qui fait avancer cet objectif et de nous y engager.

Les articles de ce numéro du *Marxiste-Léniniste* abordent aussi ces questions.

(Photos : LML, S. Leigh)

Les fantasmes libéraux en difficulté

Il est intéressant de constater que la classe dirigeante, à travers la promotion d'icônes culturelles, encourage de fausses notions de ce qu'il faut pour résoudre les problèmes auxquels l'humanité est confrontée. À la veille de l'élection américaine de 2016, les médias et les dirigeants libéraux célébraient le travail acharné et la représentation comme les caractéristiques clés d'un dirigeant et de tous ceux qui sont importants. L'acquisition de ces qualités remettrait tout en ordre. Hillary Clinton était leur symbole pour promouvoir un récit qui prétendait que la reconnaissance de la diversité et de la différence est décisive. Cette reconnaissance permettrait de vaincre le racisme et le prétendu conformisme et l'étroitesse d'esprit de l'Amérique rurale et des petites villes présumées sans éducation. Elle mettrait fin à la violence contre les femmes. Sans parler de la véritable Hillary Clinton, qui ne suivait aucune règle, l'idée véhiculée était qu'il suffisait de respecter les règles, de travailler fort dans le merveilleux système au monde mis en place par les pères fondateurs des États-Unis, et d'être récompensé par la possibilité de briser les barrières de la discrimination raciale, du « plafond de verre » et ainsi de suite. L'ombre d'Hillary Clinton a dominé ce qu'on a appelé « l'écosystème politique de gauche ».

Le « vrai changement » est apporté par ceux qui sont prêts à y consacrer du temps et à suivre les règles, ont assuré les experts des médias. La politique identitaire est devenue l'étendard des libéraux qui cherchent à imposer leurs croyances à la société et à faire en sorte que tout le monde les suive.

De la même manière qu'Obama a été promu, « Hillary a également été célébrée pour la nature historique de son identité. Elle a été la première femme à obtenir l'investiture d'un grand parti pour la présidence. Elle a été la première femme à remporter le vote populaire pour la présidence. Peu importe où se situait sa politique, le fait même de son existence était radical et révolutionnaire. Il s'agissait de la force symbolique de leur version de la politique de représentation », comme l'écrit un auteur.

Puis Donald Trump a été déclaré nouveau président. Hillary et son image de travailleuse acharnée, son engagement à naviguer entre les contraintes du système et sa politique de représentation n'ont pas sauvé le système démocratique américain, n'ont pas éliminé le racisme, la violence contre les

femmes ou toutes les autres violences d'État contre le peuple. Tout est alors devenu une question de personnes imparfaites qui font le travail et ne réussissent pas toujours. Nous devons reconnaître que les services publics sont vidés de leur substance pour de bon, qu'une poignée d'individus riches et leurs sociétés dominent l'économie et que le seul espoir de chacun est de parvenir à une vie heureuse dans une famille dysfonctionnelle, d'un système scolaire, d'un système de santé, d'une économie et d'un monde dysfonctionnels. La crise climatique est en train de prendre sa revanche sur cet espoir limité d'un avenir où, si seulement la gentillesse, la civilité, l'acceptation et la compréhension de la différence pouvait l'emporter, tout ira bien, tout sera à nouveau merveilleux.

De la même manière, Justin Trudeau a été utilisé par les champions du libéralisme du XIXe siècle pour promouvoir la notion idiote selon laquelle l'acceptation de la différence éliminerait le racisme et les inégalités. Pendant les deux premiers mandats du ministère Trudeau, cette idée a été promue et nous l'avons vue s'effondrer peu à peu face aux réalités de la vie. Depuis un certain temps, la caricature en carton de Trudeau ne fonctionne plus pour les gouvernants. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'un morceau de carton en lambeaux, comme un panneau publicitaire abandonné et délavé par le soleil, le vent et la pluie.



Le prétendu jeune leader branché devait éliminer le racisme et la discrimination envers les femmes et tout remettre en ordre. Sa prétendue compréhension de la différence et sa capacité inépuisable à s'excuser pour des crimes prétendument passés, dont le gouvernement actuel n'est pas responsable, et à placer les femmes, les autochtones et les « personnes de couleur » à des postes d'influence étaient censées être tout ce dont on avait besoin. Mais aujourd'hui, ce récit semble avoir été écrasé une fois pour toutes par la porte tournante des opérateurs clés qui entrent et sortent des salles de conseil et des postes ministériels, en se mettant au service de l'oligarchie financière et des forces armées, du secrétariat d'État, de la sécurité intérieure et des départements des États-Unis qui s'occupent de tous les aspects de l'économie.



Les cercles dirigeants sont maintenant à la recherche d'un nouveau récit. Ils pataugent car la force de l'histoire est telle qu'elle déboulonne la fraude qui est la marque des élites dirigeantes réactionnaires aujourd'hui. Un an après le coup d'État raté du 6 janvier 2021 aux États-Unis, la cote de popularité du président Biden est en chute libre. Il était censé être le nouveau champion, capable de tout remettre en ordre aux États-Unis. Au Canada aussi, l'image de Trudeau est ternie et déchirée. Le fantasme libéral collectif de ce que pourraient être nos dirigeants si seulement nous le souhaitions suffisamment fort s'est essoufflé. Il y a un vide qu'ils cherchent désespérément à combler en faisant la promotion de fausses croyances idéologiques et de fraudes historiques.

Les articles de ce numéro du *LML* traitent également de cette question. Il appartient aux travailleurs de prendre les choses en main et de devenir le remplaçant politique en prenant en charge la prise de décision sur la base d'un projet d'édification nationale qui leur est propre.

Anniversaire de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 à Washington

Tentatives ratées de dissimuler la crise de la démocratie américaine

- Anna Di Carlo -



Les travailleurs de tous les États-Unis ont fait grève et sont descendus dans la rue pour réclamer leurs droits. Ci-dessus, des mineurs de l'Alabama défilent à New York, le 28 juillet 2021, en déclarant « Nous sommes un ! ».

Une caractéristique de la situation à la fin de l'année 2021 est l'échec des tentatives de dissimuler la crise de la démocratie américaine. Au Sommet pour la démocratie convoqué à Washington, les 19 et 20 décembre 2021, et auquel ont été conviés les représentants d'une centaine de gouvernements, Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris ont tous deux évoqué les « défis » auxquels les États-Unis sont confrontés en matière de démocratie. Ils se sont principalement concentrés sur le vote et l'aggravation de la crise d'un système qui ne parvient pas à garantir les droits humains réclamés dans le monde entier et n'ont pas manqué de proférer des menaces contre tous ceux qui ne se soumettent pas à l'ordre mondial « fondé sur les règles » des États-Unis.

Joe Biden a débuté le sommet en présentant la Constitution américaine comme le modèle des « valeurs démocratiques ». Il a également précisé que la démocratie est une question d'idéaux et non de réalité. Il a dit que « la démocratie américaine est une lutte permanente pour être à la hauteur de nos idéaux les plus élevés et pour guérir nos divisions; pour nous engager à nouveau envers l'idée fondatrice de notre nation », selon laquelle « toutes les femmes et tous les hommes sont créés égaux, dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Ce discours est fait à l'heure où les droits humains et le droit de vivre et d'être sont sous le feu d'attaques brutales, les gouvernements à tous les niveaux refusant de garantir les droits aux soins de santé, au logement, à l'éducation, à un moyen de subsistance et à des conditions de vie et de travail sécuritaires. En outre, ni Biden ni Harris ne parlent du fait que la Constitution consacre une structure d'inégalité, notamment en maintenant le peuple hors du pouvoir et les riches au pouvoir, évidente depuis l'époque de l'esclavage jusqu'à aujourd'hui.

Parlant de la crise que traverse la démocratie libérale, Joe Biden a déclaré que « ce qui est peut-être le plus important et le plus inquiétant », c'est « le mécontentement des populations du monde entier à l'égard des gouvernements démocratiques qui, selon elles, ne répondent pas à leurs besoins ». Il a tenté de masquer cette réalité en disant que les démocraties ne sont pas parfaites, qu'elles demandent beaucoup de travail, qu'elles sont fragiles, etc. Comme l'ont fait le secrétaire d'État Antony Blinken et la vice-présidente Harris, il a ensuite essayé de réduire la question de la démocratie à une affaire de vote. Le désespoir des milieux dirigeants est tel qu'ils croient que si seulement le droit de vote était reconnu à l'échelle nationale, la démocratie américaine redeviendrait la meilleure du monde.

Joe Biden a déclaré : « Mon administration va continuer à se battre pour faire adopter deux textes de loi essentiels qui consolideront le fondement même de la démocratie américaine : le droit sacré de

chaque personne de faire entendre sa voix dans le cadre d'élections libres, équitables et sûres. »

Si les problèmes peuvent être réglés en adoptant des lois, quel est le problème ? Une fois que les lois ne suffisent plus, viennent alors les pouvoirs de police et les menaces de guerre et surtout d'utilisation d'armes nucléaires.

Le fait est que, malgré les amendements constitutionnels et les nombreuses lois, comme le *Voting Rights Act* de 1965, le simple fait de pouvoir voter est bloqué et aucune explication n'est donnée. En 2013, même la Cour suprême a rejeté plusieurs articles de cette loi.

L'histoire montre que l'adoption d'autres lois ne va pas éliminer les nombreuses façons dont les électeurs se voient frustrés de leur vote, que ce soit par les limites et les exigences de l'inscription sur les listes électorales, l'élimination arbitraire des listes électorales par les responsables des élections, le tracé truqué des lignes de district (gerrymandering), le blocage du droit égal d'être élu, pour les tiers d'inscrire et de présenter des candidats et bien plus encore. Les élections américaines sont connues depuis longtemps pour n'être ni libres ni équitables.

L'accent mis sur le vote a également pour but de détourner l'attention de ce que Biden admet lui-même : le vaste mécontentement dans le monde entier face à l'échec et au dysfonctionnement de la démocratie libérale et de ses institutions.

Lors du Sommet pour la démocratie, Joe Biden a reconnu que le monde est à un tournant. Mais sa réponse est de nier la base matérielle de ce tournant et ce qu'elle révèle, et d'essayer tant bien que mal d'unir les factions en conflit derrière ce qu'il appelle son initiative présidentielle. Il a déclaré :

« Mes collègues dirigeants, membres de la société civile, activistes, défenseurs, citoyens : nous nous trouvons à un point d'inflexion de notre histoire, à mon avis. »

En mathématiques, le point d'inflexion est un point d'une courbe où se produit un changement dans la direction de la courbure. Dans le monde des affaires, il s'agit d'un moment de changement significatif dans une situation, d'un tournant. Dans la vie, il s'agit de points où des événements et des décisions prennent une direction différente, modifiant le cours d'au moins un aspect de la vie.

Joe Biden a déclaré : « Les choix que nous faisons, à mon avis, dans le prochain moment, dans ce moment, vont déterminer fondamentalement la direction que notre monde va prendre dans les décennies à venir. Allons-nous permettre que le recul des droits et de la démocratie se poursuive sans contrôle ? Ou aurons-nous ensemble – ensemble – une vision et la vision – pas seulement « une » vision, « la » vision – et le courage de mener une fois de plus la marche du progrès humain et de la liberté humaine vers l'avant ? »

« La vision », comme il le dit, est celle où « la marche du progrès humain » doit être bloquée en utilisant son initiative présidentielle pour institutionnaliser différentes formes pour tenter de maintenir la domination des oligarques en général et des impérialistes américains en particulier.

La vice-présidente Kamala Harris a également parlé de ce tournant, mais d'une manière différente. Elle a dit : « Je crois que notre monde est au début d'une nouvelle ère – une ère avec de nouveaux défis, une ère avec de nouvelles opportunités, une ère qui est définie par l'interconnexion et l'interdépendance. Dans cette nouvelle ère, je crois que la démocratie est le meilleur espoir de notre monde, non pas parce qu'elle est parfaite, mais en raison de ses principes, parce qu'elle répond aux besoins des gens. La démocratie protège les droits humains et promeut la dignité humaine. Elle est un moyen de créer la paix et la prospérité. »

C'est comme si les États-Unis ne faisaient pas la guerre, qu'ils avaient résolu le problème de la pauvreté croissante, de l'itinérance et des atteintes aux droits humains qui atteignent de nouvelles proportions de génocide sur plusieurs fronts. De telles affirmations ne servent qu'à souligner la crise de crédibilité et de légitimité dans laquelle la démocratie américaine est embourbée. Précisant

qu'elle se réfère aux défunes démocraties libérales, Kamala Harris a déclaré qu'il était « urgent de s'inquiéter du fait que la démocratie est actuellement menacée et que, depuis 15 ans, elle est en déclin ».

De toute évidence, les vastes mouvements de masse aux États-Unis pour l'égalité et les droits et contre le gouvernement raciste et les meurtres commis par la police ne sont pas considérés comme faisant partie de la démocratie, pas plus que les revendications des pays qui affirment leur droit d'être et s'opposent à l'ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures. L'émergence d'une démocratie populaire doit être évitée à tout prix. La résistance large et croissante de la classe ouvrière, des peuples autochtones, des immigrants et des réfugiés, des agriculteurs et des jeunes ne doit pas non plus être autorisée car elle est décrite comme faisant partie du déclin de la démocratie. La bataille pour la démocratie et la bataille de la démocratie sont pourtant à l'ordre du jour, alors que la qualité et la structure de la démocratie qui font en sorte qu'elle bénéficiera au peuple apparaissent de plus en plus clairement.



Les travailleurs ont fermé les ponts de Manhattan et de Brooklyn, le 5 mars 2021, pour exiger la reconnaissance de leurs droits et de leur rôle essentiel dans la sécurité des personnes.

Cette mise à l'écart du peuple est encore plus évidente dans les remarques finales de Kamala Harris, où elle fait écho aux nombreuses déclarations de Biden à l'effet que « la démocratie est le gouvernement ». Elle dit : « Alors que nous allons de l'avant, faisons le travail que la démocratie exige. Mettons-nous au travail, travaillons ensemble pour le peuple. »

La séparation entre le peuple, les gouvernés et les gouvernants est évidente. Les gouvernants constituent le « nous » et le « faisons », comme dans « mettons-nous au travail ensemble pour le peuple », fait référence au gouvernement.

La chose qui préoccupe le plus des millions de personnes dans le monde lorsqu'il est question de démocratie n'est pas de défendre des personnes comme Biden ou Trudeau ou leurs rivaux au pouvoir ou leurs homologues dans d'autres pays. Les gens sont parfaitement conscients de qui décide de tous les sujets de préoccupation lorsqu'il s'agit de questions liées à l'économie et à tout ce que cela implique, à la guerre et à la paix, à la politique, à la culture et au sort même de l'environnement naturel et social. Ce sont les peuples qui paient le prix de cette régression et ils entendent l'appel de l'époque à *faire place au nouveau*.

Face à l'affrontement entre les conditions concrètes et l'autorité, les efforts visant à arrêter la progression de la démocratie sont vains, ce qui rend la situation actuelle très dangereuse aux mains d'une classe dirigeante belliciste. Dans son discours de clôture du Sommet de la démocratie, Biden a remercié tout le monde d'avoir « renouvelé notre attachement aux valeurs communes qui sont à la

base de notre force nationale et internationale ». Ce sont précisément ces valeurs pro-guerre et antisociales que l'élite dirigeante a du mal à promouvoir et à justifier parce qu'elles ne s'accordent pas avec les conditions et sont rejetées, tout comme les institutions qui les défendent. Se concentrant à nouveau sur le vote et les valeurs des riches, Biden a déclaré :

« Nous affirmons les valeurs démocratiques qui sont au coeur de notre système international et qui ont été les éléments fondateurs – depuis des décennies – de la croissance et de la prospérité mondiales. »

L'autre chaussure est ensuite tombée lorsqu'il a affirmé le rôle des États-Unis à décider qui respecte et qui ne respecte pas ces valeurs. « Nous sommes déterminés à travailler avec tous ceux qui partagent ces valeurs pour définir les règles du jeu qui régiront nos progrès au XXIe siècle », a déclaré Biden.

Ces valeurs sont inscrites dans la Constitution des États-Unis et dans d'autres textes similaires fondés sur la même théorie du contrat social, qui crée une personne fictive qui se tient prétendument au-dessus de la mêlée et qui peut tout régler si vous suivez le code de la route.

(Photos : J. Noor, B. Lander)

L'objectif de l'«Initiative présidentielle pour le renouveau démocratique» de Joe Biden

- *Voice of Revolution* -



Rassemblement à Washington, dans le cadre des actions nationales pour les droits des femmes et la justice en matière d'avortement, 2 octobre 2021.

Le Congrès américain est tellement dysfonctionnel qu'il ne peut adopter des lois importantes, comme le budget, qui devait être présenté en octobre dernier, et qu'il menace constamment de fermer le gouvernement. Ces menaces affectent des centaines de milliers de travailleurs fédéraux, de personnes âgées, de mères, d'enfants et de chômeurs qui ont besoin de paiements fédéraux comme la sécurité sociale pour simplement survivre. Elles discréditent également le Congrès et renforcent l'opinion croissante de la population selon laquelle ce n'est plus une institution de gouvernance viable. La Cour suprême a également été discréditée car elle est considérée comme une force politisée au service de l'une ou l'autre des factions rivales, non seulement en ce qui concerne le droit à l'avortement mais également dans bien d'autres domaines.

C'est dans ce contexte de luttes entre les factions au pouvoir aux États-Unis, d'institutions discréditées et dysfonctionnelles, et de revendications croissantes des peuples pour leurs droits et un plus grand contrôle, que l'Initiative présidentielle pour le renouveau démocratique de Joe Biden est

présentée. Il s'efforce d'unir ce qu'il appelle « nous tous », derrière le président et au-delà des séparations habituelles entre les pays, les niveaux de gouvernement et les peuples qui s'organisent pour affirmer les droits humains. Joe Biden s'efforce de mettre en place des formes d'organisation qui servent à contourner et à remplacer les autorités et les normes existantes, tant au niveau national, comme celles qui existent entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, que celles qui sont inscrites dans la Charte des Nations unies et dans l'ONU elle-même, tout en plaçant le pouvoir de décision entre les mains de la présidence.

L'initiative présidentielle de Joe Biden est un moyen de faire face à ces nombreux conflits entre les autorités, au sein et entre le président et les forces armées, avec le Congrès, les gouverneurs, les services de renseignement et autres agences de police, etc. et de même par rapport aux autres pays, en les contournant et en créant des relations directes entre la présidence et les diverses formes d'organisation mises en place. Il tente d'éliminer les différentes autorités qui peuvent faire obstacle au diktat présidentiel. Comme l'indiquaient les invitations au sommet, c'est Joe Biden qui décidera qui sera inclus et qui ne le sera pas : « Nous affirmons les valeurs démocratiques qui sont au cœur de notre système international » et que « nous sommes déterminés à travailler avec tous ceux qui partagent ces valeurs pour définir les règles du jeu qui régiront nos progrès au XXI^e siècle, » a expliqué Biden.

D'une certaine manière, l'initiative est aussi un effort pour contourner les bureaucraties existantes, du moins les bureaucraties civiles, et mettre en place une machine différente loyale à la présidence. Cette direction est en partie le reflet de la désintégration des partis politiques, et de leurs mécanismes, et de la mise en place de mécanismes distincts, un peu comme l'ont fait Obama pour son élection et Bernie Sanders dans sa campagne. Le dysfonctionnement total et le manque de légitimité des institutions existantes, notamment des partis discrédités, sont tels que cette initiative contre-révolutionnaire est nécessaire dans l'espoir d'empêcher ce qui est maintenant qualifié de la « spirale de la mort » de la démocratie libérale.



Ce que l'on oublie de dire, c'est que toutes ces autorités ne sont pas au diapason des conditions existantes qui exigent d'investir le peuple du pouvoir de gouverner et de décider. Le peuple rejette le cadre dans lequel les gouvernements le dominent et lui sont supérieurs, mais sont totalement incapables de pourvoir aux besoins fondamentaux des gens et qui violent les droits humains.

Voice of Revolution est publié par l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis (USMLO).

(Photos : VOR, Nanks H)

La démocratie américaine en lambeaux

- Kathleen Chandler -

Alors que le président des États-Unis, Joe Biden, organisait un Sommet pour la démocratie à Washington, DC, les 9 et 10 décembre 2021, près d'une centaine d'anciens hauts responsables de la sécurité nationale des États-Unis ont envoyé une lettre au Congrès, non pas au président qui est le commandant en chef ou au Sommet pour la démocratie, mais au Congrès, pour exprimer leurs inquiétudes quant à l'état de la démocratie américaine.

Joe Biden a organisé le Sommet pour la démocratie pour réunir « les dirigeants de plus de 100

gouvernements aux côtés d'activistes, de syndicalistes et d'autres membres de la société civile, d'experts et de chercheurs de premier plan, et de représentants du monde des affaires », pour « serrer les rangs et réaffirmer notre engagement commun à rendre nos démocraties meilleures », comme il l'a dit. Il s'agissait notamment d'organisations et d'individus que les États-Unis financent et soutiennent déjà au niveau international, comme la Communauté des démocraties et des groupes tels que l'Initiative des jeunes leaders africains et l'Initiative des jeunes leaders d'Asie du Sud-Est. Ce que l'on a toujours appelé les organisations non gouvernementales sont désormais appelées organisations de la société civile (OSC). L' Union internationale des employés des services (SEIU), un important syndicat du secteur de la santé, et la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) étaient également présentes, entre autres organisations.



Manifestation à Minneapolis pendant la sélection du jury dans le procès de l'assassin de George Floyd, le 19 avril 2021, alors que les gens continuent de lutter pour leurs propres intérêts et demandent des comptes.

Joe Biden a organisé le Sommet pour la démocratie pour réunir « les dirigeants de plus de 100 gouvernements aux côtés d'activistes, de syndicalistes et d'autres membres de la société civile, d'experts et de chercheurs de premier plan, et de représentants du monde des affaires », pour « serrer les rangs et réaffirmer notre engagement commun à rendre nos démocraties meilleures », comme il l'a dit. Il s'agissait notamment d'organisations et d'individus que les États-Unis financent et soutiennent déjà au niveau international, comme la Communauté des démocraties et des groupes tels que l'Initiative des jeunes leaders africains et l'Initiative des jeunes leaders d'Asie du Sud-Est. Ce que l'on a toujours appelé les organisations non gouvernementales sont désormais appelées organisations de la société civile (OSC). L' Union internationale des employés des services (SEIU), un important syndicat du secteur de la santé, et la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) étaient également présentes, entre autres organisations.

Lors du sommet, Joe Biden a présenté son « Initiative présidentielle pour le renouveau démocratique », qui consiste à créer diverses formes d'organisation servant à rassembler toutes ces forces, tant au niveau national qu'international. Il s'agit de formes organisationnelles qui servent essentiellement à contourner et à remplacer les autorités et les normes existantes, comme celles qui sont inscrites dans la Charte des Nations unies et l'ONU elle-même, tout en mettant le pouvoir de décision entre les mains de la présidence américaine. L'initiative elle-même est appelée « un accroissement significatif et ciblé des actions du gouvernement des États-Unis visant à défendre, soutenir et développer la résilience démocratique avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux partageant les mêmes idées ». Elle



est soutenue par un montant initial de 424,4 millions de dollars et le Département d'État et son Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) joueront un rôle essentiel.

Parmi les signataires de la lettre envoyée au Congrès figurent des membres des forces armées, des services de renseignement et du corps diplomatique qui ont servi des administrations démocrates et républicaines et/ou des administrations des deux partis. Bien que leur lettre se concentre sur les élections, ils sont bien plus préoccupés de s'assurer que les élites privilégiées restent au pouvoir et que le peuple en soit tenu à l'écart sur la base de transitions pacifiques du pouvoir. Ils cherchent à s'assurer que les transitions pacifiques ne sont pas menacées.

La lettre commence ainsi : « Nous vous écrivons pour vous faire part de notre inquiétude face aux efforts actuels pour déstabiliser et renverser nos élections... Nous pensons que ces efforts nuisent profondément à notre sécurité nationale. »

Deux des signataires les plus influents, James R. Clapper et Michael Hayden, tous deux d'anciens généraux de la Force aérienne des États-Unis, ont également publié une lettre d'opinion dans le *Washington Post*. James R. Clapper et Michael Hayden expriment le problème de légitimité des gouvernants et leur obsession de la défaite. Ils écrivent : « Sondage après sondage, on constate que la confiance dans nos élections et la croyance dans le concept de démocratie sont en déclin... et ces effets ne seront pas limités à nos frontières... Une société qui s'efforce de séparer la réalité de la fiction est l'environnement parfait pour que ces acteurs puissent éroder davantage la confiance électorale et propulser la démocratie dans une spirale fatale. »

Ils poursuivent avec la crainte d'un déclin des États-Unis sur la scène mondiale : « L'estime autrefois élevée pour la démocratie américaine est en chute libre, et avec elle l'influence mondiale et l'autorité morale de l'Amérique. »



Étant donné que la majorité des Américains sont armés, et que beaucoup d'entre eux ont une formation militaire, les auteurs de la lettre craignent également que la guerre civile dont ils parlent ne se transforme en une guerre où c'est le peuple qui se soulève et lutte pour ses propres intérêts.

Ces forces reconnaissent le lien entre la guerre civile et la guerre impérialiste. L'une peut donner lieu à l'autre. Dans le passé, les États-Unis ont utilisé la tactique du déclenchement d'une guerre impérialiste pour unir les factions en conflit et empêcher la guerre civile. Mais les dernières guerres de ce type contre l'Irak et l'Afghanistan, ainsi que d'autres guerres comme celles contre la Libye, le Yémen et la Syrie, n'ont pas atteint cet objectif. Les conditions de déséquilibre engendrées par le repli de la révolution se sont aggravées. Ce déséquilibre s'est installé lorsque l'ancienne Union soviétique s'est effondrée et que

la domination du monde par deux superpuissances a pris fin avec elle. La lutte des intérêts privés puissants qui ont usurpé les États de divers pays s'accompagne de leur incapacité à régler leurs conflits sur une base pacifique. L'anarchie et la violence ont été élevées au rang d'autorité, révélant la nécessité d'un renouveau politique démocratique, mais ce n'est pas à cette nécessité que Joe Biden et d'autres aux États-Unis s'adressent.

L'incapacité des institutions actuelles à régler les conflits est apparue encore plus clairement le 17

décembre 2021 lorsque trois généraux des Forces armées à la retraite ont pris publiquement position peu après le Sommet pour la démocratie de Joe Biden. Ils ont ouvertement parlé de la probabilité d'une guerre civile violente dans un article d'opinion du *Washington Post* dans lequel ils font référence à la tentative de coup d'État de Trump du 6 janvier 2021 et se disent « de plus en plus préoccupés par les conséquences de l'élection présidentielle de 2024 et par le risque d'un chaos fatal au sein de nos forces armées, qui ferait courir un risque grave à tous les Américains ».

« Nous sommes glacés jusqu'aux os à l'idée qu'un coup d'État réussisse la prochaine fois », écrivent les trois généraux des forces armées à la retraite. Ils décrivent un scénario d'élection contestée et de loyautés divisées au sein des forces armées, avec des unités rebelles armées et passant à l'action et des armes qui « pourraient ne pas être sécurisées selon qui les supervise. Dans un tel scénario, il n'est pas exagéré de dire qu'un effondrement militaire pourrait conduire à une guerre civile ».

« Le potentiel d'une rupture totale de la chaîne de commandement selon des lignes partisans – du sommet de la chaîne au niveau de la section – est important si une autre insurrection devait se produire », écrivent les généraux à la retraite.

Pour résoudre ces problèmes, les généraux affirment que « le département de la Défense devrait faire des exercices de guerre pour se préparer à la prochaine insurrection potentielle post-électorale ou de coup d'État post-électoral afin d'identifier les points faibles. Il doit ensuite procéder à un débriefing de haut en bas de ses conclusions et commencer à mettre en place des garanties pour prévenir les ruptures non seulement dans les forces armées, mais aussi dans toute agence qui travaille main dans la main avec les forces armées. » Les généraux déclarent que « les forces armées ne peuvent attendre que les élus agissent ».

L'ironie de demander à une armée divisée de mener et de superviser des jeux de guerre pour éviter une guerre civile semble échapper à ces généraux de l'armée. L'appel à « militariser » la situation est un appel à se préparer à la guerre civile, ce qui inclut le ciblage et l'élimination de ce que les généraux appellent les « propagandistes » dans les rangs des forces armées. Malgré les faits concernant les loyautés divisées qui existent déjà, ils proposent également que le Pentagone renforce « l'unité de commandement » afin que « chaque membre du département de la Défense sache parfaitement à qui il doit répondre », et qu'il procède à une « révision des lois de la guerre et de la manière d'identifier et de traiter les ordres illégaux ».

C'est un appel dictatorial à la concentration des pouvoirs. Étant donné que les États-Unis mènent des guerres agressives illégales et s'appuient sur des ordres illégaux, y compris des frappes de drones illégales, ce que les généraux prévoient de mettre en oeuvre ici n'est pas clair, logique ou convaincant.

Bien que ces propositions soient irrationnelles dans le contexte des loyautés divisées qui existent dans le cadre des luttes féroces pour le pouvoir au sein des forces armées et entre les forces armées et le président, elles sont significatives dans la mesure où elles reflètent la menace très réelle de précipiter le peuple dans une guerre civile violente, et la possibilité très réelle d'une division des forces militaires et policières américaines, non seulement au niveau fédéral, mais entre les États et le gouvernement fédéral. Cela est évident dans la façon dont la Garde nationale est utilisée. La Garde nationale est placée sous l'autorité du gouverneur de chaque État. Elle fait toutefois partie des forces armées et peut être mise sous commandement fédéral par le président, auquel cas elle passe sous contrôle présidentiel. Les guerres en Irak et en Afghanistan, par exemple, n'auraient pas pu être menées sans le recours à la Garde nationale.

Les gouverneurs peuvent néanmoins refuser de se conformer à cette mise sous commandement fédéral et peuvent également mobiliser eux-mêmes la Garde nationale. Par exemple, la Garde nationale du Texas est utilisée par le gouverneur à la frontière contre les réfugiés et les immigrants qui entrent dans le pays. La Floride et le Dakota du Sud ont envoyé leur Garde au Texas pour prêter main forte. Des troupes fédérales sont également stationnées à la frontière. Et il y a aussi les forces

armées de la Patrouille frontalière des États-Unis et du Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (ICE). On peut se demander si Joe Biden n'a pas maintenu les forces armées sur place en partie pour faire face à la Garde nationale du Texas, ainsi que pour lancer potentiellement des attaques contre le Mexique. La frontière, comme les élections, est un autre déclencheur potentiel de guerre civile et de guerre impérialiste.

Autre exemple, Joe Biden a exigé que l'ensemble du personnel des forces armées soit vacciné contre la COVID. Les gouverneurs de l'Oklahoma, de l'Alaska, de l'Iowa, du Mississippi, du Nebraska et du Wyoming contestent cette décision, affirmant que la Garde nationale de chaque État est sous le commandement des gouverneurs et non du président jusqu'à ce qu'elle soit mise sous commandement fédéral. Le brigadier général Thomas Mancino, commandant de la Garde nationale de l'Oklahoma, a refusé l'ordre du président Biden de rendre la vaccination obligatoire, affirmant que son commandant est le gouverneur.

Cette défiance ouverte du rôle du président en tant que commandant en chef est une indication supplémentaire que les divisions entre les factions rivales atteignent un point de guerre civile ouverte et violente. Et tous considèrent les élections de 2024 comme une échéance probable, ce qui est maintenant promu par les universitaires et les médias monopolisés également.

Retraités ou non, les membres des Forces armées ne sont pas censés défier ouvertement le commandant en chef ni rendre publiques leurs préoccupations. Le fait que cela soit devenu la norme, comme lorsque différents hauts fonctionnaires se sont publiquement rangés derrière Clinton ou Trump en 2016, ou les 124 membres des Forces armées qui ont publiquement soutenu les affirmations de Trump selon lesquelles l'élection de 2020 n'était pas légitime, est une indication que la machine d'État américaine n'est plus une machine unique, mais qu'elle se fragmente et se divise et ne répond pas à une seule autorité.

Il est clair que les institutions démocratiques, avec leurs élections, ne sont plus en mesure de résoudre les conflits entre les forces rivales. De plus, étant donné que les intérêts privés qui se sont emparés des pouvoirs de l'État sont mondiaux, parler de représentation d'un « intérêt national » ne correspond plus à la réalité. Les forces rivales se livrent une lutte acharnée pour déclarer que leur faction représente l'« intérêt national » et que leurs rivaux commettent une trahison. En fait, plus ces divisions et le manque d'« unité de commandement » s'aggravent, plus il devient difficile de parler des États-Unis dans tous les sens du terme.

(Photos : VOR, T. Webster)

La bataille de la démocratie

- Pauline Easton -

Lors du sommet pour la démocratie de Joe Biden et depuis lors, on ne cesse de répéter que les États-Unis sont le bastion de la démocratie. S'il ne fait aucun doute que plusieurs ont tout de suite reconnu l'imposture de l'affirmation des États-Unis, il est possible qu'ils n'aient pas réalisé la fraude qui existe en ce qui concerne la démocratie elle-même. Joe Biden a reconnu que les peuples du monde sont très mécontents des « gouvernements démocratiques qui, selon eux, ne répondent pas à leurs besoins ». Les batailles pour la démocratie font rage aux États-Unis et dans le monde entier, comme celles pour des soins de santé pour tous et tout ce qu'il faut pour combattre la COVID-19, pour la justice et la responsabilité, la paix et la fin des guerres agressives et des sanctions, l'affirmation des droits des femmes, des autochtones, des réfugiés, des travailleurs, des jeunes, des agriculteurs et d'autres. Les peuples du monde sont effectivement mécontents des gouvernements existants, de leurs échecs et de leurs dysfonctionnements.



Les fermiers indiens discutent et décident leur ligne de marche pour défendre leurs droits lors de réunions de masse, celle-ci à Muzaffarnagar, le 5 septembre 2021.

Les luttes des peuples vont au-delà de la défense des droits dans le cadre des démocraties libérales existantes. Elles abordent la qualité et le caractère de la démocratie elle-même, c'est-à-dire *la bataille de la démocratie*. Cette bataille est entrée dans une nouvelle phase, en raison de la résistance organisée croissante et de la conscience des peuples qu'ils ont besoin d'exercer un contrôle direct sur les décisions qui sont prises en leur nom. Qu'ils pourraient faire un bien meilleur travail de gouvernance. La volonté et l'initiative de Joe Biden visent la mise sur pied de différentes formes et règles pour bloquer la lutte du peuple pour contrôler les décisions qui l'affectent.



Un des principaux problèmes auxquels Joe Biden fait face est qu'en s'efforçant de perpétuer la vieille démocratie américaine usée et sa constitution, il tente de frauder l'histoire, de détourner la marche en avant de l'histoire qui exige des définitions modernes de la démocratie et des formes et des structures conformes aux temps modernes. Il ignore le conflit existant entre les conditions de vie de la majorité et l'autorité exercée par et pour les riches. Les conditions exigent la fin de l'autorité actuelle des dirigeants et une démocratie qui est la création du peuple, dans laquelle c'est le peuple qui décide. La fraude qui est perpétrée n'est pas uniquement que les États-Unis ou l'Inde, la Grande-Bretagne, la France, le Canada et d'autres, n'assurent pas et ne peuvent pas assurer les droits humains mais qu'ils essaient de préserver un système dont la raison d'être est de bloquer l'effort de l'humanité pour créer des autorités de gouvernance qui sont conformes aux conditions d'aujourd'hui, à la grande avancée de l'humanité en fait de forces productives humaines et de sa capacité à humaniser l'environnement naturel et social et à créer des sociétés qui sont faites pour l'être humain.

La bataille de la démocratie est entrée dans une phase nouvelle, car la démocratie actuelle des dirigeants est non seulement non viable mais elle entraîne rapidement le monde dans une direction rétrograde et sombre de guerres plus grandes et de destructions plus grandes de l'environnement humain et naturel.

L'ancien n'a pas d'avenir. Cela terrifie les dirigeants qui utilisent tout leur pouvoir pour échapper à l'histoire. La *bataille de la démocratie* reconnaît qu'il est temps de faire place au Nouveau, comme de nouvelles constitutions qui créent des arrangements et des sociétés constituées dans l'intérêt du peuple. Pour faire place au Nouveau, il faut régler ses comptes avec l'ancien, en particulier avec les anciennes formes et les anciens concepts de démocratie inscrits dans les institutions et les constitutions existantes.

Ce n'est pas un hasard si Joe Biden a choisi d'appeler son projet « Initiative présidentielle pour le renouveau démocratique ». Il ne vise pas seulement les autorités existantes et ne cherche pas seulement à mettre en place des formes d'organisation différentes. Il vise également la pensée et la conception du monde des peuples qui cherchent à affirmer leur droit d'être; leurs revendications de plus en plus pressantes pour que leurs droits soient assurés et que les gouvernements qui refusent de le faire soient démis. Il tente de saper le travail effectué par les forces combattantes qui représentent les intérêts du peuple des États-Unis de même qu'à l'étranger et dont les réclamations à ce qui leur appartient de droit mettent de l'avant des conceptions modernes de démocratie et d'égalité, des définitions modernes de droits qui appartiennent aux humains parce qu'ils sont des êtres humains et qui humanisent l'environnement naturel et social et ouvrent la voie au progrès.

Par exemple, les États-Unis font constamment la promotion de concepts comme « nous le peuple » et que la démocratie américaine est un gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Cette formulation est promue à l'échelle mondiale et est souvent reprise par ceux qui luttent pour la démocratie. En fait, la pression est telle que « du peuple, par le peuple et pour le peuple » est présenté comme l'objectif de la *bataille de la démocratie*. Cela présente un problème parce que cette formulation fournit un point de référence à la démocratie existante de type américain. Elle provient d'un discours de Lincoln pendant la guerre civile, à Gettysburg. En tant que point de référence, elle sert à renforcer que c'est cette démocratie de type américain qui ne doit pas « disparaître de la terre », comme l'a dit Lincoln. Elle cherche à diviser le peuple en l'amenant à décider ce qui est et qui est légitimement démocratique en prenant la démocratie de type américain comme le modèle et la règle du jeu.

Une partie du problème est que « le peuple » et « le gouvernement par le peuple » ne sont pas définis. L'impression est donnée que « nous, le peuple », fait référence à la majorité. Mais tant dans la forme que dans le contenu dans les démocraties libérales existantes, ce n'est pas le cas. Joe Biden, par exemple, a déclaré à plusieurs reprises que « le gouvernement, c'est nous le peuple ». C'est le gouvernement qui gouverne, et c'est le peuple qui est gouverné. Lors du sommet, la vice-présidente Kamala Harris s'est exprimée de manière similaire. Elle a déclaré : « La démocratie, c'est le peuple. Et la démocratie est notre meilleur espoir. Alors, à mesure que nous avançons, faisons le travail que la démocratie exige. Mettons-nous au travail, travaillons ensemble pour le peuple. »

Tous deux indiquent clairement qu'il existe une séparation entre le peuple, entre les gouvernés et les gouvernants. Ceux qui gouvernent, le « nous » et le « travaillons ensemble » dont il est question, sont le gouvernement : « Travaillons ensemble pour le peuple ». De cette manière, les efforts modernes des peuples pour que la démocratie soit une démocratie du peuple sont bloqués. Il est clair qu'une démocratie du peuple doit investir le peuple lui-même du pouvoir de gouverner et de décider, et non les représentants des riches.

La notion qui est promue est que cette séparation entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés ne peut être surmontée. Le gouvernement est considéré comme une entité qui domine la grande majorité, et non comme une entité contrôlée par elle et responsable devant elle.

(Photos : Kisan Ekta Morcha, X. Campbell)

La nécessité de définitions modernes

- Centre d'études idéologiques -



Les définitions modernes de la démocratie, l'élaboration et la définition de choses telles que le peuple, l'égalité, l'appartenance à un corps politique, les mécanismes d'affirmation des droits et de responsabilité, sont plus que jamais nécessaires aujourd'hui, car il faut pour bloquer l'effort des élites dirigeantes aux États-Unis et dans des pays comme le Canada pour imposer, à d'autres et à eux-mêmes, de vieux arrangements qui ne fonctionnent plus ou ne sont plus adaptés aux conditions actuelles.

Les définitions modernes de la démocratie précisent qu'il ne s'agit pas d'idéaux, mais de structures d'égalité et de constitution de la société de manière à ce que la garantie des droits de tous soit centrale tant dans le contenu que dans la forme. Ce n'est pas un hasard si le président américain Joe Biden a commencé son « Sommet pour la démocratie » en affirmant que la démocratie est une question d'idéaux et non de réalité. Il a déclaré que la démocratie américaine est « une lutte permanente pour que vivions à la hauteur de nos idéaux les plus élevés et que nous surmontions nos divisions; pour que nous nous engageons de nouveau envers l'idée fondatrice de notre nation », à savoir que « toutes les femmes et les hommes naissent égaux; que leur créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur ».

Le président américain tient ces propos dans un contexte où les droits humains et le droit de vivre et d'être sont sous le feu d'un assaut violent aux États-Unis et dans le monde, les gouvernements à tous les niveaux refusant de garantir les droits humains fondamentaux en matière de santé, de logement, d'éducation, de moyens de subsistance et de conditions de vie et de travail sécuritaires, sans parler de les affirmer sur une base moderne qui ne soit pas fondée sur des considérations favorisant la propriété privée et l'enrichissement d'intérêts privés étroits.

Cette formulation selon laquelle « tous sont créés égaux » est promue dans le monde entier. Comme pour « nous, le peuple », le principal problème avec cette formule est que la référence est aux dirigeants, à l'égalité des dirigeants. Il s'agissait de leur égalité en tant que détenteurs de propriétés privées et aujourd'hui il s'agit du droit des oligarques mondiaux de faire primer leur propriété, leurs profits, leur asservissement des autres. Pour garantir ce droit, la Constitution des États-Unis consacre une structure d'inégalité, notamment en maintenant le peuple hors du pouvoir et les riches au pouvoir, une réalité qui est évidente depuis l'époque du système d'esclavage jusqu'à aujourd'hui.

Pour avoir des définitions modernes aujourd'hui, il est nécessaire que les concepts d'égalité émanent du peuple. L'élaboration de concepts modernes de l'égalité comprend la reconnaissance et l'établissement des structures de deux types d'égalité. L'une est l'*égalité d'appartenance*, comme

l'égalité d'appartenance à l'État, à une organisation ou à un collectif. *L'égalité comprend l'appartenance à un collectif donné.* Elle n'existe pas séparément de cette appartenance. De plus, *être un membre égal implique d'assumer la responsabilité des droits et des devoirs.* Par exemple, lorsque nous disons que le peuple doit parler en son propre nom, il s'agit d'une composante essentielle de l'affirmation en tant qu'individus et collectifs aujourd'hui. Tous les êtres humains ont le droit de s'exprimer, de participer à des discussions, de décider des questions qui les concernent, de participer à la mise en oeuvre des décisions prises et d'être responsables des résultats. C'est aussi un devoir si les membres veulent affirmer leurs droits.

Les droits ne sont pas une abstraction comme dans les documents fondateurs des États-Unis. Ils ne sont pas des aspirations. *Les droits existent dans leur affirmation.* Ils existent sous la forme d'une réclamation à la société de ce qui nous appartient de droit. Ce sont des réclamations à la fois individuelles et collectives, faite à la société dont nous dépendons, aux organisations et aux collectifs dont nous faisons partie et par lesquels nous convions les autres à faire de même.

Puis il y a *l'égalité sur la voie*, la voie étant la marche en avant de l'histoire. C'est la voie de la reconnaissance et de la poursuite de la nécessité du changement. C'est l'égalité dans la transition, sur la voie, l'égalité de l'appartenance à la voie, l'égalité de saisir les ouvertures que crée le choc entre l'Autorité et les Conditions pour faire naître le Nouveau en réglant les comptes avec la vieille conscience de la société. Les définitions modernes offrent une ouverture pour le Nouveau qui harmonise les intérêts individuels et collectifs et les intérêts individuels et collectifs avec l'intérêt général de la société tel qu'identifié par les forces qui font naître le Nouveau. Cette ouverture existe ici et maintenant, aujourd'hui, et c'est une ouverture que l'histoire appelle les peuples à saisir pour résoudre les problèmes en leur faveur et conjurer les catastrophes auxquelles président les riches et les puissants.



Pour ce qui est de définir *le peuple*, la catégorie concerne les êtres humains (individus et collectifs) qui changent leurs circonstances. En d'autres termes, *le peuple* est l'agent du changement des circonstances. Un peuple est historiquement constitué et existe dans un temps et un espace déterminés, dans des conditions déterminées et avec des relations humaines déterminées. Les êtres humains ne sont pas des choses. Ils existent dans des relations, des relations sociales et, plus largement, dans des relations humaines. Nous sommes fidèles non pas à une cause en soi, mais à l'ensemble des relations humaines et à ce qu'elles révèlent, à savoir la nécessité que les peuples se donnent les moyens de renverser la situation en leur faveur. C'est la voie du progrès aujourd'hui.

En exigeant des définitions modernes aujourd'hui, les êtres humains donnent les arguments pour démêler les intérêts individuels, collectifs et généraux, ceux de la société et de l'humanité. Ils voient que les intérêts sont le produit de la société, de l'ensemble des relations humaines, et que les constitutions qui créent les États-nations modernes doivent être définies par ces relations. Ceux qui cherchent à humaniser l'environnement social et naturel sur une base moderne disent que la société est la base de l'État, contrairement aux gouvernants qui prétendent que la société, les citoyens, la détermination de qui est légitime et qui ne l'est pas, est définie par l'État et les constitutions adoptées par ceux qui autrefois ont constitué la société à leur image.

Une définition moderne reconnaît également que les individus ne sont pas des personnes abstraites, avec leur cerveau unique, avec une conscience individuelle qui se voit comme altruiste ou égoïste, une personne bonne ou personne mauvaise, et dans laquelle chacun se débrouille avec ses propres moyens. Les individus existent en tant qu'individus et en tant que collectifs. Chaque personne porte

en elle des intérêts individuels, collectifs et généraux.

L'origine du mot intérêt est *interesse*, qui signifie « être entre, être parmi », êtres sociaux. L'ensemble des relations humaines est la base de l'intérêt. L'intérêt individuel est défini par cet ensemble de relations, tout comme l'intérêt collectif. Il est d'un ordre supérieur à la « personne » telle que définie couramment et qui, pour former un collectif, s'additionne. Et par cette opération irrationnelle, elle finit par écarter les rapports dans lesquels les êtres humains entrent indépendamment de leur volonté.

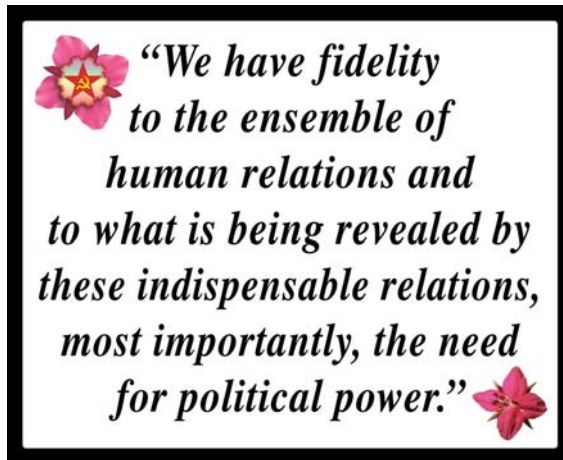
Une constitution démocratique établit les règles à suivre. On dit que c'est le pouvoir par le peuple, mais pour pouvoir juger de cette constitution il faut d'abord déterminer si elle convient au peuple et établir les critères qui permettent d'en décider. Aujourd'hui, des gens comme Joe Biden, Justin Trudeau et d'autres, tant à la gauche qu'à la droite officielles, parlent de la démocratie en rapport à l'autoritarisme, à l'autocratie, au totalitarisme ou au fascisme, etc. Ils ne donnent pas d'arguments permettant de déterminer si les règles, les définitions ou les constitutions et les institutions démocratiques libérales qu'ils prétendent défendre conviennent au peuple.

Une définition moderne reconnaît que, pour établir une démocratie qui convient au peuple, le moyen de résoudre les conflits est de mettre les intérêts individuels et collectifs sur un pied d'égalité, et non pas les uns au-dessus des autres. Les mettre sur un pied d'égalité signifie qu'il y a une équivalence. Les mettre sur un pied d'égalité permet d'harmoniser les intérêts de tous les individus et collectifs, et des uns et des autres, avec les intérêts généraux de la société et de l'humanité. Ce qu'il faut, c'est établir le moyen d'harmoniser les intérêts en utilisant l'ensemble des relations humaines comme point de référence, comme source de ces intérêts. Aller à la rencontre des intérêts en jeu, les identifier, les harmoniser est au cœur de la démarche pour donner à la démocratie une définition moderne.

Pour les représentants de la classe dirigeante qui occupent des positions usurpées par le contrôle du pouvoir et des privilèges, comme Joe Biden ou Justin Trudeau, la catégorie selon laquelle *ce sont les êtres humains qui changent les circonstances, le peuple est la force du changement*, est à rejeter. Les intérêts du peuple sont également rejetés comme catégorie. C'est pourquoi les différentes forces en présence parlent de la « spirale de la mort » de la démocratie américaine et affirment toutes, d'une manière ou d'une autre, que « la démocratie est actuellement menacée et, depuis 15 ans, elle est en déclin », comme l'a dit Joe Biden lors de son Sommet pour la démocratie.

De toute évidence, les vastes mouvements de masse aux États-Unis en faveur de l'égalité et des droits et contre le gouvernement raciste et les morts aux mains de la police ne sont pas considérés comme faisant partie de l'essor d'une démocratie populaire. Il en va de même pour les mouvements d'autres pays et de nations entières qui luttent pour leur droit d'exister. La résistance large et croissante des peuples autochtones, des immigrants et des réfugiés, des autres travailleurs et des agriculteurs, n'est pas non plus considérée comme faisant partie de la bataille de la démocratie, une bataille menée par les peuples pour améliorer la qualité et la structure de la démocratie afin qu'elle soit à leur avantage.

La question que se posent des millions de personnes dans le monde lorsqu'il s'agit de démocratie est : « qui décide ? » pour tout ce qui concerne la paix, la guerre, l'économie, la politique et la culture. Les tentatives de poser la question, d'y répondre ou de discuter de ces sujets sont constamment bloquées. C'est à cela que les peuples ont affaire dans leur mouvement de résistance aux mesures antidémocratiques, qui constitue la lutte pour la démocratie, laquelle fait aujourd'hui partie



intégrante de la bataille *de* la démocratie elle-même, pour répondre à l'appel de l'histoire à aller de l'avant et à mettre l'autorité en conformité avec ce que les conditions exigent et suscitent.

La Constitution américaine et la démocratie qu'elle consacre ne sont en aucun égard un modèle de démocratie en ces temps modernes. La classe dirigeante du Canada l'utilise comme point de référence dans tout ce qu'elle fait, mais cela ne la sauvera pas de son destin de classe superflue, pas plus que cela ne sauvera la classe dirigeante américaine. L'expression « du peuple, par le peuple et pour le peuple » est utilisée par les forces impérialistes et réactionnaires américaines pour bloquer l'avancée de la démocratie, la création de structures, d'institutions et de constitutions qui prévoient l'égalité et la responsabilité et affirment que le peuple est le décideur et qu'aucune force n'existe au-dessus de lui.

Le concept « renouveau démocratique » qu'invoque maintenant Joe Biden ne mène nulle part. Il s'apparente davantage au renouvellement d'un abonnement à un magazine, une continuation. Il s'agit de préserver et d'étendre ce qui existe déjà. Biden et ses courtisans ont adopté le langage des forces qui luttent pour investir le peuple du pouvoir pour saboter la naissance du Nouveau contre l'Ancien, qui donne lieu à des définitions modernes, comme l'exigent les conditions actuelles.

Les définitions modernes de la démocratie reconnaissent la nécessité de mettre sur un pied d'égalité les intérêts individuels et collectifs et de les mettre en relation avec les intérêts généraux de la société et de l'humanité, de telle sorte que ces multiples intérêts soient harmonisés, soient démêlés de manière à ce que chacun y trouve son profit. C'est ce travail constant et continu pour des définitions modernes, qui inclut la discussion sur les besoins de la démocratie aujourd'hui, qui contribue à faire avancer la bataille de la démocratie. Les nombreuses batailles que les peuples mènent pour le contrôle des décisions qui affectent leur vie, pour leur droit de faire des réclamations à la société en plaçant leurs droits au premier plan, reflètent l'urgente nécessité de cette avancée - pour façonner une démocratie où le peuple, la grande majorité de ceux qui ont fait progresser les forces productives au-delà de tout ce qui avait été conçu auparavant, a le pouvoir de gouverner et de décider.

Site Web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca